

PRAYERS

Mr. Chrétien, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table,—Notes of explanation regarding questions asked by Mr. Clark (Rocky Mountain), Leader of the Opposition, regarding a letter dated November 22, 1978, and signed by the Honourable J. Guay, then Minister of National Revenue.—Sessional Paper No. 304-7/10.

Mr. Ouellet, seconded by Mr. O'Connell, by leave of the House, introduced Bill C-29, An Act to amend the National Housing Act and the Central Mortgage and Housing Corporation Act and to make other related amendments, which was read the first time and ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

The text of the Message and Recommendation of the Governor General pursuant to Standing Order 62(2) in relation to the foregoing Bill is as follows:

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and amounts and, for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the National Housing Act and the Central Mortgage and Housing Corporation Act and to make other related amendments".

The Order being read for the second reading and reference to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs of Bill C-9, An Act respecting Public Referendums in Canada on Questions relating to the Constitution of Canada;

Mr. Lalonde for Mr. Reid, seconded by Mr. Ouellet, moved,—That the Bill be now read a second time and referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

And debate arising thereon;

[At 5.00 o'clock p.m., Private Members' Business was called pursuant to Standing Order 15(4)]

(Public Bills)

The Order being read for the second reading and reference to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs of Bill C-207, An Act to amend the Divorce Act (living separate and apart);

Mr. Robinson, seconded by Mr. Corriveau, moved,—That the Bill be now read a second time and referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

And debate arising thereon;

The hour for Private Members' Business expired.

PRIÈRE

M. Chrétien, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau de la Chambre,—Notes explicatives au sujet des questions posées par le chef de l'Opposition, M. Clark (Rocky Mountain), relativement à un renseignement contenu dans une lettre du ministre du Revenu national, l'honorable Joseph Guay, en date du 22 novembre 1978. (Texte anglais).—Document parlementaire n° 304-7/10.

M. Ouellet, appuyé par M. O'Connell, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-29, Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation et la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement et apportant des modifications connexes, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général, imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité, se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière, selon les montants prescrits et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation et la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement et apportant des modifications connexes».

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent de la justice et des questions juridiques du Bill C-9, Loi concernant la tenue d'un référendum au Canada sur des questions touchant à la Constitution du Canada.

M. Lalonde, au nom de M. Reid, appuyé par M. Ouellet, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déféré au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Il s'élève un débat;

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires émanant des députés, suivant les dispositions du paragraphe (4) de l'article 15 du Règlement)

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent de la justice et des questions juridiques du Bill C-207, Loi modifiant la Loi sur le divorce (séparation de fait).

M. Robinson, appuyé par M. Corriveau, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déféré au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires émanant des députés est expirée.